

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 10/07/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**AGRIFREEZ**

162 RUE DE LA GARE  
59470 Esquelbecq

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G2\AGRIFREEZ\_Esquelbecq\_070.02682\  
2\_INSPECTIONS\20250403\_TAR  
Code AIOT : 0007002682

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement AGRIFREEZ implanté 162 RUE DE LA GARE 59470 Esquelbecq. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection fait suite à plusieurs analyses de légionelles réalisées en 2024, dont les résultats se sont révélés non interprétables en raison de la présence d'une flore interférente.

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIFREEZ
- 162 RUE DE LA GARE 59470 Esquelbecq

- Code AIOT : 0007002682
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'ESQUELBECQ est spécialisé dans la surgélation, le conditionnement et le stockage de légumes.

Le site est autorisée par l'arrêté préfectoral du 27/07/2021 pour l'exploitation d'installations à autorisation au titre de la rubrique 4735-1 (utilisation d'ammoniac) et à enregistrement pour les rubriques 2220-2 (conservation de produits alimentaires), 1511 (entrepôts frigorifiques) et 2921 (8 tours aéroréfrigérantes).

Il est également soumis à déclaration au titre de la rubrique 1532 pour un volume de bois stocké de 7 320 m<sup>3</sup>.

#### Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	situation administrative des TAR	Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 1.2.1	Demande d'action corrective	8 jours
2	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
3	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Nettoyage préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	annuel			
8	Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
9	flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article article 26.II.3	Demande d'action corrective	15 jours
10	conception TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12-II	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
11	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 1.2.1	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
12	modalités de prélèvements en vue d'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 -3.b)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est limitée au contrôle du respect des points repris dans le présent rapport.

Les dysfonctionnements suivants sont apparus lors de la visite d'inspection :

- **l'appellation des TAR doit être revue.** Aujourd'hui un risque élevé d'attribution d'un résultat d'une TAR à une autre TAR existe;
- **intervention de certains membres du personnel sans formation aux risques légionelles** (directeur, assistant HSE)
- **l'exploitant a fait le choix de réaliser deux AMRs pour sept TAR en fonctionnement. Des**

justificatifs sont attendus afin de valider cette approche. Les deux AMRs réalisées sont incomplètes;

- le plan d'entretien doit être complété à partir de la mise à jour des AMRs;
- absence de justification de réalisation des opérations de nettoyage à minima annuelles des tours aéroréfrigérantes;
- absence de procédures spécifiques relative aux situations de dépassement de concentration en légionella;

De plus, l'ensemble des actions à réaliser lors d'un dépassement supérieur à 100 000 UFC/L n'est pas conforme à la demande de l'arrêté ministériel du 14/12/2013;

- absence de carnet de suivi spécifique à chaque installation;
- certaines tours ne présentent pas un accès en toute sécurité (absence de garde-corps).
- la situation administrative du site au regard de la rubrique 1532 n'est pas régulière. Le volume de stockage de bois est passé de 7320 m3 à 37800 m3. Cette installation est aujourd'hui soumise à enregistrement. L'exploitant ne dispose pas de cet enregistrement.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative des TAR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, TAR
<b>Prescription contrôlée :</b>  rubrique 2921-a - installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle. la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW:  - 8 tours aéroréfrigérantes de type circuit primaire fermé seront implantées au dessus des salles des machines. Au cumul, la puissance thermique totale sera de 13 840 kW.  installations soumises à enregistrement.
<b>Constats :</b>  A ce jour, 7 installations sont présentes sur les 8 initialement prévues. l'exploitant indique que : - 4 tours sont présentes sur la salle des machine 1, numérotées 3, 4, 5 et 6. - 3 tours sont présentes sur la salle des machines 3, numérotées 1, 2 et 3. Il est remarqué que deux TARs sont identifiées par le même numéro, ce qui constitue un <b>risque de confusion</b> . A l'emplacement des TARs : - 4 tours sont identifiées : K3, K4, K5 et K6; - 3 tours sont identifiées : M3-K1, M3-K2 et M3-K3. A noter qu'une seconde identification est présente au niveau du point de prélèvement : MK3-K 1, MK3-K2 et MK3-K3. <b>Un second risque de confusion existe.</b>  <b>La consultation des résultats du contrôle inopiné de 2025 montre des identifications encore différentes :</b> TAR 3, TAR 4, TAR 5, TAR MK1-K3, TAR MK3-K1, MK3-K2,...

<p>La consultation des résultats de l'autosurveillance du mois de mars 2025 montre encore une autre identification : TAR 5 Prod 1. Les résultats de mai 2024 évoque TAR M1 K4.</p> <p><b>L'identification des TARs doit être clarifiée.Ce point est important.</b> Si les résultats de l'analyse de la concentration en légionella pneumophila nécessitaient des actions correctives, <b>il est primordial de n'avoir aucun doute sur la TAR à l'origine du dépassement.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procédera à la modification des appellations des TARs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 8 jours</p>

## N° 2 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur : - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : - les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; - la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; - les attestations de formation de ces personnes. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une personne référente principale est identifiée, une autre personne la seconde. Ces personnes étaient absentes le jour de la visite.</p>

Le jour de la visite d'inspection, ces personnes n'ont pas été nommément désignées. Depuis la visite, l'exploitant a transmis une lettre de mission des personnes référentes mais **qui ne reprend pas nommément ces personnes.**

Lors de la visite d'inspection inopinée, le Directeur de site, la responsable administrative et l'animatrice HSE ont pris le relais des personnes référentes absentes. **Néanmoins, aucune de ces trois personnes n'est formée au risque de dispersion et de prolifération des légionelles.**

La formation de l'animatrice HSE est néanmoins programmée en juin 2025.

L'inspection remarque que le directeur de site est identifié dans l'AMR comme exploitant de l'installation, responsable de la coordination des actions menées et de l'entretien réalisé **sans avoir été formé.**

Depuis la visite d'inspection, le directeur de site a pris également la décision de se former. Un bon de commande pour une formation le 10/06/2025 a été transmis.

L'inspection souligne l'importance d'avoir toujours une personne référente sur site afin de pouvoir appliquer les mesures correctives en cas de mise en évidence d'une concentration en légionella pneumophila supérieure aux seuils réglementaires.

Une attention toute particulière doit également être portée à la réception des résultats et notamment les résultats provisoires en cas de dépassement des seuils. L'exploitant doit ainsi s'assurer que le laboratoire l'informerait rapidement (résultats provisoires) lors de dépassement des seuils ou présence de flore interférente.

Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis un plan de formation au risque légionellose. **Ce plan de formation ne reprend pas l'ensemble des éléments précisés par l'article 23.** Seuls sont repris les noms, prénoms, date de dernière et prochaine formation des personnes concernées. **L'inspection remarque que le responsable maintenance identifié dans l'AMR comme personne intervenante sur les TARs ne figure pas dans le plan de formation.**

**L'exploitant doit également récupérer les formations du personnel des entreprises tierces intervenant sur site (préleveurs,...)**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

### N° 3 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la

maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;

- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

...

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

**Le jour de la visite d'inspection inopinée, aucune AMR n'a pu être présentée.**

**L'inspection a souhaité recevoir les deux dernières AMR relative à la TAR ayant eu à deux reprises de la flore interférente en 2024.**

L'exploitant a transmis deux fichiers relatifs à l'AMR comportant plusieurs feuilles.

Le premier fichier reprend :

Une feuille dénommée "AMR PROD 1 MK1" relative aux installations "Condenseurs évaporatifs MK1 K3, K4, K5, K6 situées en toiture de la salle des machines 1 (SDM 1).

Une deuxième feuille dénommée "AMR PROD 2 MK3" relative aux installations "Condenseurs évaporatifs MK3, K1, K2, K3 situées en toiture de la salle des machines 3 (SDM 3).

Une troisième feuille relative à "la nature des modifications" des AMRs. **Cette feuille est constituée d'un seul tableau. Cela sous-entend qu'une nouvelle version d'une AMR entraîne systématiquement une nouvelle version de l'autre AMR.**

Ces AMRs sont rédigées par le référent "légionelles".

Les deux AMRs sont conjointes à plusieurs circuits avec pour seule justification **"7 condenseurs de conception similaire pour les mêmes fonctions"**. Les justifications doivent être complétées. **Une démonstration que les circuits regroupés sont de conception strictement identique et**



Une démonstration que les circuits regroupés sont de conception strictement identique et comportent les mêmes facteurs de risque est attendue.

Ces documents amènent notamment les remarques suivantes :

- Le circuit d'eau de refroidissement associé à la TAR constitue la source susceptible de réunir les conditions favorables pour que des légionelles soient présentes en fortes concentrations. Les deux analyses de risque doivent définir le début et la fin du circuit d'eau de refroidissement associée à la TAR;
- traçabilité insuffisante des modifications. Par exemple des mentions sont biffées dans les tableaux de l'AMR sans justification (s'agit-il d'une mise à jour suite à la revue de l'AMR ?). Le tableau "nature des modifications" ne permet pas de s'y retrouver. Il est de plus commun aux deux AMRs. Il n'inclut pas les mises à jour de l'ensemble des documents associés aux AMRs;
- risque B1 : l'utilisation d'eau du réseau est préconisée dans un premier temps afin d'obtenir une couche de tartre avant l'utilisation d'eau de forage. Expliquer la stratégie développée ici. Pour rappel, l'objectif est de maintenir un bon état de propreté interne du circuit donc de limiter le tartre et le biofilm dans lequel peuvent proliférer les légionelles.
- Risque B7 : origine différente de l'eau (eau de forage, du réseau ou eau mixte) dans les circuits des TARs SDM1 et SDM3. Pourquoi ? Les risques n'étant pas identiques suivant la qualité d'eau utilisée, ont-ils été bien identifiés ?
- risque B8 : l'ajout du biocide se fait manuellement une ou deux fois par semaine sans justification, ni explication. L'ajout manuel constitue un risque supplémentaire non regardé dans les AMRs,
- risque B9 : il est indiqué le changement de biocide sans datation de ce changement,
- risque B 22 : emplacement du circuit où la température est suivie ?

Le second fichier reprend :

- une feuille reprenant un plan localisant les deux salles des machines SDM1 et SDM3. **A noter que les emplacements exacts des TARs n'y figurent pas;**
- une feuille reprenant un schéma de fonctionnement "type" de la TAR (l'ensemble du circuit n'est pas représenté) reprenant l'emplacement du lieu de prélèvement;
- une feuille reprenant le calcul du facteur de déconcentration;
- deux feuilles "fonctionnement" et "descriptif des condenseurs évaporatifs" reprenant des informations générales issues du "constructeur";
- deux feuilles reprenant un "schéma total simplifiée P1" et un "schéma total simplifié P2" des installations de réfrigération à l'ammoniac. Ces schémas ne sont pas indispensables à la gestion du risque de prolifération et dispersion de la légionelles, l'eau des circuits n'étant pas en contact direct avec le fluide à refroidir;
- deux feuilles reprenant un "schéma total de la SDM1" et un "schéma total de la SDM 2". Ces documents ne sont pas indispensables à la gestion des TARs.
- une feuille reprenant un "schéma coupe condenseur" issu du dossier constructeur;
- une feuille reprenant un schéma de "l'installation SDM1" . Ce schéma reprend les 4 TARs positionnées en toiture de la SDM1. L'inspection note que le circuit de départ de l'eau d'appoint est commun aux 4 TARs puis se ramifie (présence de 4 piquages). **La présence de dispositifs anti-retour n'est pas mentionné. Ce schéma n'est pas daté. Il ne reprend pas les installations de traitement de l'eau de refroidissement, le point d'injection du biocide et du dispersant ;**
- une feuille reprenant un schéma de "l'installation SDM3" . Ce schéma reprend 3 TARs positionnées en toiture de la SDM3. L'inspection note que le circuit de départ de l'eau d'appoint est commun aux 3 TARs puis se ramifie (présence de 3 piquages). **La présence de dispositifs anti-retour n'est pas mentionné. Ce schéma est daté du 15/12/2022. Des**

annotations "projet" sont encore présents sur le schéma. Le schéma ne reprend pas les installations de traitement de l'eau de refroidissement, le point d'injection du biocide et du dispersant ;

- une feuille "liste des personnes internes et externes pouvant intervenir sur les condenseurs". Cette liste mentionne le directeur et le responsable maintenance comme pouvant intervenir sur les installations. Ces deux personnes ont reçu une "formation interne" le 17/01/2019. **Cette information n'est pas cohérente avec le plan de formation qui ne mentionne pas ces formations internes. Le responsable maintenance n'est pas intégré au plan de formation.**
- une feuille reprenant la description des condenseurs. Selon cette description 2 modèles sont présents et diffèrent notamment par le volume d'eau présent dans le circuit;
- une feuille "Établissement" reprenant notamment les personnes internes et externes susceptibles d'intervenir. **Cette liste n'est pas cohérente avec la liste mentionnée ci-dessus.** Un historique des modifications de l'AMR est présent. Selon cet historique, **l'AMR a été créé le 06/08/2016 et modifiée en 2016, 2018, 2022 et 2023.** Cette feuille n'est pas cohérente avec la feuille "nature des modifications" des AMRs;
- une feuille "description" décrivant l'installation comportant d'abord 3 TARs puis 4 TARs en toiture d'une salle des machines non identifiée. Cette feuille datée du 05/08/2015 ne prend en compte qu'une salle des machines. **Elle n'est visiblement pas à jour. La lecture de cette description ne permet pas de savoir si seule l'eau d'appoint (eau de forage) est traitée (chloration) ou si un traitement est aussi réalisé sur l'eau du circuit;**
- une feuille "fiche descriptive 1 - installation" reprenant une description générale de l'installation. Les 7 TARs sont reprises, toutes de même type selon cette feuille. **L'inspection note que cette description est contraire à la feuille reprenant la description des condenseurs puisque deux types de TARs ont été identifiés;**
- une feuille "fiche descriptive 2 - installation" reprenant les traitements réalisés. Un traitement automatique à l'hypochlorite de sodium à 13% de chlore actif est mentionné associé à un débit de pompe. **Il n'est pas précisé si l'eau traitée est celle issue du forage ou celle présente dans le circuit associé à la TAR.** Il est également indiqué qu'il n'existe pas de traitement "en mode discontinu pour le moment". **Cela est contraire au n° de risque B8 des 2 AMR. Ce traitement est justifié par le traiteur d'eau qui s'appuie sur "l'expérience d'autres sites et les résultats des analyses de légionella réalisées depuis 2011". Cette justification est insuffisante.** L'inspection note que ce document comporte une seule date à savoir le 05/08/2015 et qu'il ne semble pas avoir été mis à jour depuis.
- une feuille "mode d'exploitation" qui évoque différentes situations à risque. **La situation "stagnation de l'eau possible dans les circuits passant dans les unités de production" ne semble pas cohérente avec la description des TARs.**
- une feuille "plan de surveillance", mise à jour le 2/10/2019. Des seuils mini, nominal et maxi ont été définis. Le dépassement du seuil maxi n'est pas assorti d'une action à réaliser. Ces seuils ne sont pas ceux prévus par la réglementation qui définit des valeurs cibles, valeurs d'alerte et des valeurs d'action.
- une feuille "logigramme de fonctionnement" relative au fonctionnement de 4 TARs datée du 06/08/2015;

Les deux AMRs et les documents associés présentent des manques par rapport aux attendus de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013. Par exemple:

- les noms et fonctions du personnel ayant participé à l'AMR ne sont pas précisés;
- le fonctionnement intermittent des TAR (25 % du temps) n'est pas analysé;
- risque d'erreur lié à un dosage manuel du biocide (TARs sdm1) non analysé;
- ...

- plusieurs documents ne sont pas à jour.

De plus, la façon de regrouper les informations dans différentes feuilles et fichiers nuit à la clarté de l'analyse et à leur mise à jour (incohérences plusieurs fois relevées).

L'exploitant pourra utilement s'appuyer sur le guide réalisé par le ministère et disponible à l'adresse suivante : [https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/inspection\\_icpe/documents/Guide\\_AMR\\_Partie\\_1\\_Theorie.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/inspection_icpe/documents/Guide_AMR_Partie_1_Theorie.pdf), dans la nouvelle mise à jour des AMRs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

##### **Prescription contrôlée :**

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article

fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

#### Constats :

##### Constats :

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant transmet un tableau récapitulatif des résultats des contrôles. Ce tableau reprend :

- les résultats des analyses mensuelles des contrôles réglementaires :

1° - T, pH, conductivité, turbidité, aspect/couleur, dépôt. Le titre de la colonne du tableau "condenseur/eau d'appoint" associé à **ces résultats peut laisser croire que ces paramètres sont ceux de l'eau d'appoint** et non ceux de l'eau du circuit. Néanmoins ce sont bien les valeurs mesurées lors des prélèvements réalisés sur le circuit de la TAR qui sont repris;

2° - les résultats des mesures de légionelles;

3° - la mesure de la qualité du rejet (deux mesures, une pour chaque groupement d'installations).

Lors de la visite l'exploitant a également transmis la procédure "plan de surveillance Légionella"

Le "plan de surveillance Légionella" reprend les paramètres à surveiller relatifs à l'eau d'appoint, l'eau des condenseurs et l'eau de rejet. Des valeurs cibles, d'action et d'alerte sont associées. **Certains paramètres ne disposent pas de seuil d'action ou de seuil d'alerte. Les actions curatives et correctives à mettre en place ne sont pas précisées.**

**Les documents associés aux deux AMRs comprennent également un plan de surveillance daté du 02/10/2019. Des différences existent entre les deux plans.**

Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis la procédure intitulée :

"Plan de surveillance - Check list de vérifications des condenseurs - Légionella";

Ce plan reprend 5 points à contrôler lors de la visite de l'installation et 12 points à vérifier à partir de documents présents dans le carnet de suivi.

Cette check-list dont la fréquence d'utilisation n'est pas précisée mentionne par exemple le contrôle de l'absence de bras mort de l'installation. **Or la recherche de la présence d'éventuels bras mort est du domaine de l'AMR et doit à ce stade déjà avoir été analysé.**

La présence d'un "document désignant le responsable de la surveillance de l'installation" fait partie d'un point de contrôle. **Or ce document n'était pas disponible le jour de la visite d'inspection. Dès lors, un doute subsiste quant à la bonne utilisation de cette check-list. Dans ces deux documents, le traitement de l'eau des circuits n'est pas abordé.**

Deux fiches relatives à la stratégie de traitement préventif ont été réalisées (format tableau). Une fiche intitulée MK3-SDM3 pour 3 circuits, 1 fiche intitulée MK1-SDM1 pour 3 autres circuits. **A noter que 7 TAR sont présentes sur site.**

L'inspection remarque que dans cette fiche de stratégie, le traitement de certaines TAR n'est pas systématiquement mis en place (TARs sdm3) et dépend de la température extérieure sans que cela soit justifié dans l'AMR (qui impose de traiter l'eau des circuits). Ainsi dans la fiche de traitement le risque de développement de légionelles est considéré comme *"limité en raison des températures de l'eau du condenseur inférieures à 25 °C"* pour 3 TARs (regroupement TARs sdm3). L'inspection souligne que la prolifération des légionelles est possible dès 20°C, le pic étant obtenu autour de 35 °C. Il n'est pas précisé le lieu de mesure de la température. Il n'est pas précisé pour quelles raisons les autres TARs (regroupement TARs sdm1) nécessitent un traitement préventif.

La mise en place d'un traitement en fonction de la température n'est pas abordé dans l'AMR.

Un document relatif aux calculs du temps de 1/2 séjour et au traitement est présent. Une réserve est mentionnée sur ce document : "ces valeurs qui correspondent aux cas les plus couramment rencontrés, sont données à titre indicatif". Cette réserve laisse supposer que l'étude spécifique n'a pas été menée pour chaque circuit.

Chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila ne fait pas l'objet d'une procédure particulière.

Le traitement n'est pas justifié (biocide utilisé, dosage,...).

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent ne sont pas analysés dans l'AMR.

La stratégie de d'entretien et de surveillance doit être revue à partir d'une nouvelle version de l'AMR qui sera réalisée pour chaque circuit (à défaut d'avoir démontré que les circuits regroupés sont de conception strictement identique et comportent les mêmes facteurs de risque).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2

Thème(s) : Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Carnet de suivi</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;</li> <li>- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;</li> <li>- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;</li> <li>- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;</li> <li>- le tableau des dérives constatées pour la concentration en Legionella pneumophila, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;</li> <li>- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;</li> <li>- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;</li> <li>- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.</li> <li>- les modifications apportées aux installations.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de montrer le carnet de suivi de chaque installation.</b> Seuls les résultats des analyses et le plan de surveillance propre aux 7 installations ont été transmis.</p> <p><b>Ainsi il n'a pas été possible de constater l'enregistrement <u>des actions réalisées</u> suite aux deux épisodes non consécutifs de flore interférente de la TAR n°4.</b></p> <p>Postérieurement à l'inspection, il a été constaté que l'enregistrement des différentes analyses réalisées dans le cadre de la présence de flore interférente en 2024 a été fait dans le tableau de l'AMR SDM1 et non dans le carnet de suivi. Aucune action curative n'est enregistrée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 6 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila</p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant</p>

<p>colonies par litre d'eau (UFC/L).</p> <p>L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.</p> <p>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fréquence de contrôle mensuelle est globalement respectée. L'inspection note quelques décalage de quelques jours de la fréquence minimale mensuelle. L'exploitant réajustera la fréquence de contrôle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Nettoyage préventif annuel**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>c) Nettoyage préventif de l'installation</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que ces nettoyage ont bien été réalisés. <b>En revanche, aucun rapport ou même simple mention d'un nettoyage n'est disponible. Il est donc impossible de justifier leur bonne exécution.</b></p> <p>L'exploitant précise qu'il ne faisait pas appel à une société extérieure. Le directeur du site <b>qui n'est pas formé aux risques de dispersion et prolifération des légionelles</b>, précise qu'il se chargeait lui même du nettoyage. Néanmoins, il indique que le passage à une société spécialisée est</p>

<p>envisagée.</p> <p>Depuis la visite d'inspection, le directeur du site a précisé qu'il s'était inscrit à la formation de juin 2025 (courriel du 22/04/2025).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT &amp; IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les coordonnées de l'installation ;</li> <li>- la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;</li> <li>- la date du prélèvement ;</li> <li>- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.</li> </ul> <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.</p> <p>Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.</p> <p>b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.</p> <p>c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.</p>



Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.

#### Constats :

La procédure "actions à mener en cas de prolifération de légionelles" a été transmise le jour de la visite d'inspection.

Cette procédure fait l'objet des remarques suivantes :

1 - En objet il est précisé "conduite à tenir en cas de dépassement du taux de *Legionella pneumophila* dans l'eau des condensateurs évaporatifs K3, K4, K5 et K6".

**Cette procédure ne vise donc que 4 des 7 TARs en exploitation sur le site.**

2 - Cette procédure décrit les actions à réaliser lors de dépassement des seuils de 100 000 UFC/L, 1 000 UFC/L mais aussi lors de présence de flore interférente.

**Il est rappelé que chaque situation de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* doit faire l'objet d'une procédure particulière.**

3 - il est également précisé : "**l'arrêt immédiat est décidé avec l'aval de la direction suite à l'analyse de la situation et de l'activité en cours...** Cela ne doit pas présenter de risques pour le maintien de l'outil et la sécurité de l'installation et des installations associées"

**Il est rappelé que lorsque l'arrêt immédiat de la dispersion de l'eau par une installation dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production n'est pas possible une information préalable du préfet doit être faite avec proposition de mesures compensatoires et en dehors d'un épisode de dépassement. Cette information n'ayant pas été réalisée l'arrêt doit être immédiat.**

4 - une information par télécopie est également à réaliser;

5 - la procédure doit mentionner que **toute remise en service de la dispersion est conditionnée à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives.**

6 - la description du "traitement de choc" mentionne le retrait des séparateurs de gouttes puis le

<p>redémarrage de la pompe de circulation.</p> <p>Pourquoi retirer le séparateur de gouttes? <b>Préciser qu'il doit obligatoirement être remis en place avant reprise de la dispersion.</b></p> <p><b>7 - des mesures obligatoires précisées dans l'arrêté ministériel du 14/12/2013 ne sont pas mentionnées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 9 : flore interférente

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article article 26.II.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, légionelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3. Actions à mener si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente:</p> <p>a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431 (avril 2006). Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.</p> <p>b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède, sous une semaine, à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et/ou correctives.</p> <p>c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, les suites données à la présence de flore interférente sur la TAR n°4 ont été demandées à l'exploitant.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de fournir la traçabilité des actions réalisées sur la TAR n°4.</p> <p><b>L'inspection note que la procédure relative aux dépassements et flore interférente ne reprend pas les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 14/12/2013.</b></p> <p>Ainsi, la mise en œuvre d'actions curatives intervient à la suite du nouveau prélèvement et non si le résultat de ce nouveau prélèvement n'est pas interprétable.</p> <p><b>La notion de dérives répétées n'est pas abordée.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant créera une procédure relative aux actions à mener en cas de présence de flore interférente empêchant le dénombrement des légionella pneumophila, procédure reprenant à minima l'ensemble des demandes de l'article 26.II.3</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 10 : conception TAR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, TAR
<b>Prescription contrôlée :</b>  La tour est équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans des conditions de sécurité; ces moyens permettent à tout instant de vérifier le bon état d'entretien et de maintenance de la tour.
<b>Constats :</b>  Absence de garde-corps au niveau d'un côté de la passerelle commune aux 4 tours situées au dessus de la salle des machines 1. Le risque de chute est possible.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 11 : situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées  Rubrique 1532-2b : stockage de bois ou matériaux combustibles analogues  Volume maximal stocké de 7 320 m3 au niveau de la dalle extérieure (2 ilots de 500 m2 et une hauteur maximale de 7,32 mètres).  installation soumise au régime de la déclaration
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection il a été constaté la présence d'un nombre de pallox (caisses en bois) anormalement élevé. Par courriel du 15/04/2025, l'exploitant a transmis un récapitulatif de l'état des stocks : Zone 1 : stockage sur une surface de 2 350 m2 et une hauteur de 10 mètres de 9200 pallox (23500 m3), Zone 2 : stockage sur une surface de 430 m2 et une hauteur de 10 mètres de 1800 pallox (4 300 m3), Zone 3 : stockage sur une surface de 1 000 m2 et une hauteur de 10 mètres de 4300 pallox (10 000 m3). <b>Le volume total stocké s'élève à 37 800 m3. Ce volume soumet l'installation à enregistrement et</b>

non à déclaration.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : modalités de prélèvements en vue d'analyse des légionelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 -3.b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, lieu de prélèvement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans le bassin de la TAR après refroidissement. Le point est donc situé en aval de la dispersion. L'exploitant démontrera que le positionnement en amont est techniquement impossible à réaliser.</p> <p>Les températures de l'eau du circuit apparaissant dans les rapports d'analyse sont donc les températures après refroidissement.</p> <p>Ainsi l'affirmation " l'eau du condenseur n'excède jamais 25 °C " reprise dans la fiche de stratégie de traitement est-elle vérifiée en amont de la dispersion?</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Démontrer que le positionnement du point de prélèvement en amont est techniquement impossible à réaliser.</p> <p>Localisation de l'arrivée d'eau d'appoint.</p> <p>transmettre les attestations de formation du (ou des) préleveur(s) intervenus en 2024 et 2025</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois